

SAUVONS LE BENIN

Bulletin d'information de la résistance - 27 Avril 2019 - 1^{ère} année - N°5 - Gratuit



Les deux anciens chefs de l'Etat Soglo et Yayi gazés et violentés par les mercenaires de Talon

LIRE P. 4, 5 ET 6



Le journaliste Casimir Kpédjo enlevé à son domicile par les miliciens de Talon

LIRE P. 7



La liste complète des policiers et militaires zélés transmise à la CPI, à l'ONU et à l'UE

LIRE P. 9

Résistance à l'autocratie au Bénin

Yayi, Soglo et Rosine donnent le top à Cotonou

LIRE P. 4, 5 ET 6

Le Délégué Général de l'USL convoqué à Cotonou, enlèvement manqué de l'ancien CA à SEKERE

LIRE P. 9

La police politique et l'armée corrompue de Talon tirent à balle réelle sur les manifestants à mains nues

LIRE P. 13, 14 ET 15

Reporters Sans Frontières (RSF) sanctionne le Bénin

LIRE P. 8

La jeunesse appelée à prendre ses responsabilités pour sauver la Patrie

LIRE P. 4

Forte mobilisation de la diaspora béninoise à Paris pour appeler les résistants et les patriotes à empêcher par tous les moyens légitimes le hold-up électoral du dimanche 28 avril 2019

LA DIASPORA DIT NON A L'ENTERREMENT DE LA DEMOCRATIE AU BENIN



Il s'agissait de dizaines de personnes venues des quatre coins de la France pour participer au grand rassemblement de la Place de Trocadéro, ce samedi 27 Avril 2019, à Paris.

A l'appel du Collectif pour la Sauvegarde de la Démocratie au Bénin (CSDB), les Béninois patriotes de

la diaspora ont massivement effectué le déplacement pour montrer leur attachement à la démocratie, à l'Etat de droit et aux Droits de l'Homme. La mobilisation était très forte. Du jamais vu ! Aucun vrai patriote de la diaspora n'a voulu se faire narrer cette manifestation citoyenne.



Malgré la pluie qui s'est abattue sur le parvis des Droits de l'Homme (esplanade du Trocadéro), les Béninoises et Béninois de la diaspora, face à la dégradation avancée de la situation politique qui prévaut dans leur pays, ont tenu à envoyer des messages clairs et fermes au dictateur Patrice Talon.

Le ton a été donné par Fatouma Amadou Djibril. Au nom des exilés politiques, l'ancien ministre de l'agriculture a dénoncé le coup de force que Patrice Talon tente d'imposer au peuple à travers une parodie d'élections législatives, le dimanche 28 avril 2019. Elle a exhorté tous ceux qui aiment réellement le Bénin à se

battre par tous les moyens légitimes pour faire échec à cette mascarade électorale. « Nous n'accepterons jamais ce complot contre notre peuple et notre démocratie. Patrice Talon doit choisir entre la satisfaction des aspirations profondes du peuple, c'est-à-dire des élections législatives véritablement inclusives, ouvertes à tous, transparentes



et crédibles ou la démission sans condition et sans délai. Nous en avons marre de sa gouvernance qui tire notre pays vers le bas », a-t-elle affirmé.

« Toutes les options démocratiques sont sur la table. Nous suivons la situation de très près. La résistance patriotique pacifique en cours est irréversible. Le peuple lui-même a pris son destin en main. Quand le peuple se met debout, rien ne peut l'arrêter. Tous les patriotes sont aujourd'hui prêts à se battre et à mourir pour le Bénin. Patrice Talon doit purement et simplement quitter le pouvoir pour éviter des lendemains incertains à notre pays. Qu'il dégage pour permettre à notre démocratie de retrouver son oxygène. Nous encourageons toutes les personnes

qui luttent démocratiquement dans les communes, arrondissements et villages à maintenir le cap, à se battre jusqu'au bout, quel qu'en soit le prix à payer, pour libérer le Bénin », a précisé Léonce Hounbadji. Le Président du Parti pour la Libération du Peuple (PLP) a invité les Béninois à résister pacifiquement, conformément à la Constitution du 11 décembre 1990, et à ne pas cautionner le coup de force du 28 avril 2019. « Cautionner le 28 avril 2019 est un crime contre le peuple et la démocratie. Chaque citoyen béninois doit trouver les moyens légitimes à sa portée pour exprimer sa colère noire et dire haut et fort : Pas d'élections sans l'opposition, oui à la démocratie, non à la dictature autoritaire », a-t-il souligné.







MESSAGES DE FERMETÉ DE LA DIASPORA

Le premier message de fermeté adressé aux autorités béninoises est « la suspension sans délai du processus électoral ». Le deuxième message est adressé au peuple béninois, à la jeunesse en lutte, aux résistants et patriotes sur le terrain, pour empêcher par tous les moyens démocratiques le coup d'Etat politique du 28 avril 2019. Un appel pressant a été lancé pour le renforcement des comités de résistance et d'actions sur l'ensemble du territoire national, afin de venir à bout très rapidement des autocrates qui se trompent de pays et d'époque.

Azarias Sekko du CSDB a dressé un tableau noir de la gouvernance de Patrice Talon. De la gouvernance sociale à la gouvernance politique en passant par la gouvernance économique, il a démontré comment Patrice Talon et son clan arrogant au pouvoir ont fait le deuil de la démocratie béninoise. Azarias Sekko appelle à des actions fortes, conséquentes, pour empêcher le hold-up électoral du 28 avril 2019 et restaurer la démocratie et l'Etat de droit.

Rigobert Missinhoun et Valérien Yéhouéno, tous du CSDB, ont beaucoup insisté sur la résistance du peu-

ple et appelé les organisations internationales à prendre leurs distances vis-à-vis de la machine de répression qui frappe le Bénin depuis trois ans. « Nous disons NON aux élections législatives sans les partis de l'opposition, aux arrestations arbitraires, aux intimidations des responsables de partis politiques de l'opposition, aux menaces de mort sur les députés de l'opposition, aux violences exercées sur les populations,

à la restriction des libertés démocratiques, à la chasse aux opposants, à la suppression des droits de grève, à la militarisation et au déploiement des engins de guerre dans le pays, à la vassalisation des institutions de la république, à la ploutocratie et à l'autocratie », a martelé Ganiou Akadiri.

Des représentants d'associations de défense des Droits de l'homme du Cameroun, du Togo, de la Côte d'Ivoire, du Gabon, de la France et de l'Erythrée ont pris part activement à cette manifestation et ont tous délivré des messages de soutien et de solidarité au peuple béninois. Des avocats français dont Me Marc Bensimhon étaient aussi de la partie pour soutenir la résistance du peuple béninois.







« Après avoir ruiné son pays en trois ans, en siphonnant les ressources publiques pour renflouer et étendre l'empire financier et industriel de son clan, Patrice Talon endette dangereusement le pays et beigne dans d'inextricables conflits d'intérêts.

Après avoir précipité des centaines de milliers de travailleurs dans le chômage par une politique de privatisations sauvages et opaques, accablé les petites gens de taxes iniques, sac-cagé le petit commerce, Patrice Talon et son pouvoir affameur méprisent et narguent le peuple

Après avoir détruit les partis politiques traditionnels et récupéré la plupart de leurs députés, Patrice Talon s'est constitué une majorité mécanique de députés godillots pour mettre en place un arsenal de lois scélérates. Le but visé ici est de bâillonner le peuple, détruire les libertés démocratiques conquises de haute

lutte, détricoter le code du travail pour rendre les travailleurs béninois taillables et corvéables à merci avec la suppression des contrats à durée indéterminée.

Patrice Talon pousse le bouchon encore plus loin et menace de plonger le pays dans un chaos total ; détruire et soumettre toutes les forces politiques à ses désirs et parachever la vassalisation complète de toutes les institutions de la République. C'est à cette fin qu'il a élaboré, avec l'aide de ses alliés et complices, un dispositif diabolique dont l'objectif principal est d'empêcher toute compétition électorale, en excluant l'opposition. Ce dispositif repose sur deux lois portant charte de partis politiques et nouveau code électoral, complétées par des traquenards administratifs sous contrôle (certificat de conformité et quitus fiscal). Une lecture croisée des deux lois fait ressortir qu'il s'agit de

lois d'exclusion du champ de la compétition électorale. Une exclusion financière avec une caution faramineuse de 249 millions de francs CFA par liste et donc par parti politique, puisque les alliances de partis sont interdites; une exclusion administrative avec le certificat de conformité et le quitus fiscal dont la délivrance dépend du bon vouloir du pouvoir exécutif. A l'épreuve, ces lois se sont révélées inapplicables et ont plongé le pays dans une crise politique sans précédent. Toutes les initiatives de recherche de solutions de sortie de crise pour des élections inclusives se sont heurtées à la volonté d'un seul homme, Patrice Talon, déterminé à exclure l'opposition, afin de pouvoir désigner les députés à la place du peuple souverain à travers les deux partis qu'il a créés pour faire sa volonté.

Depuis le lundi 14 avril 2019, Patrice Talon a maintenu, en dépit de tout, la poursuite du processus électoral et déclaré la campagne électorale ouverte avec ses deux clubs électoraux, confirmant l'exclusion définitive de toute opposition.

Alors le peuple béninois entre en résistance et rejette le coup de force inadmissible de Patrice Talon. Les populations s'organisent en comités de résistance et d'actions pour s'opposer à la mascarade d'élections en prépara-

tion. Des opérations coup de poing sont organisées par des dirigeants politiques de l'opposition (sortie remarquable des anciens présidents de la République Nicéphore SOGLO et Boni YAYI, ainsi que l'He Rosine Vierra SOGLO, la doyenne de l'Assemblée nationale). De partout les jeunes déchirent les affiches électorales, barbouillent des posters de soi-disant candidats qui ne sont que des employés de Talon en mission. Par endroits, des graffitis dénoncent le hold-up en préparation. Malgré les appels désespérés du pouvoir, les populations refusent massivement d'aller retirer les cartes d'électeurs, montrant ainsi qu'il n'y aura pas d'élections le 28 avril 2019 au Bénin.

La peur gagne les rangs des mafieux de la rupture. Talon place le Bénin en état de siège, fait défiler des chars pour terroriser la population et réprime les manifestations. Les libertés élémentaires de réunion, d'expression, de manifestation qui d'ordinaire animent les campagnes électorales sont supprimées. Les employés de Talon promus candidats à la députation rasant le mur, sont conspués par les masses et ne se déplacent qu'accompagnés d'une cohorte de policiers et de militaires, de peur d'être lynchés par le peuple.

Patrice Talon prive le peuple béninois de son pouvoir de désigner ses repré-





sentants à l'Assemblée nationale et le convoque à la cérémonie d'enterrement de la démocratie. La résistance naissante montre que le peuple béninois s'oppose et s'opposera à cette forfaiture. Les élections législatives de 2019 sont frappées de nullité.

Le peuple béninois prend à témoin l'opinion publique mondiale, la communauté et les institutions internationales, de son combat contre la dictature en installation dans son pays, son rejet des élections législatives excluant toute l'opposition. Le peuple béninois invite instamment la communauté internationale à ne pas avaliser d'une manière ou d'une autre la mascarade d'élections en cours et qui déshonore la démocratie.

Le Collectif pour la Sauvegarde de la Démocratie au Bénin (CSDB) s'honore

de contribuer à internationaliser les combats du peuple béninois pour son émancipation et le rétablissement de la démocratie. Jamais l'information de la communauté internationale sur la situation socio politique et les atteintes aux libertés et à la démocratie n'a connu une telle ampleur depuis le mois de mars 2019. Les acteurs et tous ceux qui y ont contribué, méritent félicitations, remerciements et encouragements pour poursuivre le combat.

Peuple Béninois debout pour que vive la démocratie au Bénin

Paris le 27 avril 2019

Les participants au grand Rassemblement des béninois de la Diaspora au Trocadéro – Paris ».













Bulletin d'information N°05 de la plateforme citoyenne « Sauvons le Bénin »

Email : sauvonslebenin229@yahoo.fr